

En vertu de la [Loi sur les contrats des organismes publics](#) (article 21.5.1), toute entreprise qui a des contrats ou des sous-contrats publics en cours d'exécution peut remplir ce formulaire afin de suspendre son inscription au Registre des entreprises non autorisées (RENA) pendant l'examen de son intégrité.

Partie 1 – Information sur l'entreprise

1.1 Confirmation de contrats ou sous-contrats publics en cours

- Je confirme que l'entreprise a des contrats ou sous-contrats en cours d'exécution avec un ou plusieurs organisme(s) public(s).

Le cas échéant, cochez la case et remplissez le tableau de la section 5.

Si l'entreprise n'a pas de contrats ou de sous-contrats publics en cours d'exécution, elle ne peut pas demander un examen de l'intégrité. Pour plus de détails, consultez amp.quebec/integrite.

1.2 Identification de l'entreprise requérante

Nom complet de l'entreprise

(tel qu'inscrit auprès du Registraire des entreprises du Québec le cas échéant)

Numéro d'entreprise du Québec

(NEQ, le cas échéant)

Nom anglais de l'entreprise

(le cas échéant)

Forme juridique de l'entreprise

- Personne morale
- Personne physique exploitant une entreprise (entreprise individuelle)

Prénom et nom du propriétaire unique :

- Autre, précisez :

1.3 Coordonnées du siège social

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
N°	Rue	Bureau
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Ville	Province/État	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Code postal	Pays	Courriel principal
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Téléphone principal	Site Web	

1.4 Adresse de correspondance

- Cochez cette case si l'adresse de correspondance est la même que celle du siège social. Sinon, veuillez indiquer ci-dessous l'adresse de correspondance :

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
N°	Rue	Bureau
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Ville	Province/État	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Code postal	Pays	Courriel principal
<input type="text"/>		
Téléphone principal		

1.5 Nature des activités de l'entreprise

Veuillez indiquer la nature des activités de l'entreprise (tel qu'inscrite auprès du Registraire des entreprises du Québec, le cas échéant) :

Partie 2 – Information sur la ou les personne(s) liée(s) à l'entreprise

Toute personne identifiée comme étant liée à l'entreprise (actionnaire majoritaire ou personne ayant commis l'infraction dans le cadre de ses fonctions) doit fournir les informations qui suivent.

2.1 Première personne liée à l'entreprise

Madame Monsieur Autre/Préfère ne pas répondre

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Nom(s)	Prénom(s)	Date de naissance (jj/mm/aaaa)
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Téléphone principal	Courriel	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
N°	Rue	Bureau
<input type="text"/>		<input type="text"/>
Ville		Province/État
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Code postal	Pays	

Fonction(s) au sein de l'entreprise

Personne physique exploitant l'entreprise Associé(e)
 Dirigeant(e) Actionnaire majoritaire¹
 Administrateur(trice)

¹ L'actionnaire majoritaire est celui qui détient des actions du capital-actions d'une personne morale qui lui confèrent au moins 50 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

2.2 Autre personne liée à l'entreprise

À remplir seulement si une autre personne est identifiée comme étant liée à l'entreprise.

- Madame Monsieur Autre/Préfère ne pas répondre

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Nom(s)	Prénom(s)	Date de naissance (jj/mm/aaaa)

<input type="text"/>	<input type="text"/>
Téléphone principal	Courriel

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
N°	Rue	Bureau

<input type="text"/>	<input type="text"/>
Ville	Province/État

<input type="text"/>	<input type="text"/>
Code postal	Pays

Fonction(s) au sein de l'entreprise

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Personne physique exploitant l'entreprise | <input type="checkbox"/> Associé(e) |
| <input type="checkbox"/> Dirigeant(e) | <input type="checkbox"/> Actionnaire majoritaire ² |
| <input type="checkbox"/> Administrateur(trice) | |

Partie 3 – Information sur le répondant ou la répondante de l'entreprise*

En vertu de l'article 21.5.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, toute entreprise qui fait une demande d'examen de son intégrité doit nommer une personne physique qui agira à titre de répondant ou de répondante. Cette personne répondra aux demandes de l'AMP au nom de l'entreprise requérante.

Madame Monsieur Autre/Je préfère ne pas répondre

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Nom(s)	Prénom(s)	Date de naissance (jj/mm/aaaa)
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Téléphone principal	Courriel	

Adresse de correspondance du répondant ou de la répondante

Cochez cette case si l'adresse de correspondance est la même que celle du siège social. Sinon, veuillez indiquer ci-dessous l'adresse de correspondance du répondant ou de la répondante :

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
N°	Rue	Bureau
<input type="text"/>		<input type="text"/>
Ville		Province/État
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Code postal	Pays	

Fonction(s) au sein de l'entreprise

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Personne physique exploitant l'entreprise | <input type="checkbox"/> Associé(e) |
| <input type="checkbox"/> Dirigeant(e) | <input type="checkbox"/> Actionnaire majoritaire ³ |
| <input type="checkbox"/> Administrateur(trice) | |

Partie 4 – Déclaration de l'entreprise requérante

Veillez fournir l'information ci-dessous pour chacune des infractions pour laquelle l'entreprise ou une personne liée à l'entreprise a été reconnue coupable en vertu d'un jugement définitif à une infraction figurant à l'annexe 1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Si plus de trois infractions sont en cause, veuillez fournir l'information requise pour chacune des infractions additionnelles dans un fichier distinct, clairement identifié. Ajoutez ensuite ce fichier en pièce jointe lors de la transmission du présent formulaire.

4.1 Première infraction

Numéro de dossier de cour :

Article et nom de la loi qui a été enfreinte :

Faits et circonstances entourant l'infraction et ayant mené à la déclaration de culpabilité :

Mesures de remédiation mises en place depuis l'infraction :

Pièces justificatives pertinentes

Lors de l'envoi de votre formulaire, veuillez ajouter en pièces jointes tous les documents attestant des mesures de remédiation mises en place depuis l'infraction.

4.2 Deuxième infraction (le cas échéant)

Numéro de dossier de cour :

Article et nom de la loi qui a été enfreinte :

Faits et circonstances entourant l'infraction et ayant mené à la déclaration de culpabilité :

Mesures de remédiation mises en place depuis l'infraction :

Pièces justificatives pertinentes

Lors de l'envoi de votre formulaire, veuillez ajouter en pièces jointes tous les documents attestant des mesures de remédiation mises en place depuis l'infraction.

4.3 Troisième infraction (le cas échéant)

Numéro de dossier de cour :

Article et nom de la loi qui a été enfreinte :

Faits et circonstances entourant l'infraction et ayant mené à la déclaration de culpabilité :

Mesures de remédiation mises en place depuis l'infraction :

Pièces justificatives pertinentes

Lors de l'envoi de votre formulaire, veuillez ajouter en pièces jointes tous les documents attestant des mesures de remédiation mises en place depuis l'infraction.

Partie 5 – Liste des contrats ou sous-contrats publics en cours d'exécution

Veillez remplir le tableau ci-dessous pour tous les contrats ou sous-contrats publics en cours d'exécution par l'entreprise.

S'il y en a plus de 10, veuillez copier ce tableau dans un fichier distinct, clairement identifié, et fournir l'information requise pour chaque contrat ou sous-contrat excédentaire. Ajoutez ensuite le fichier en pièce jointe lors de la transmission du présent formulaire.

Nom de l'organisme public	N° de contrat/ N° SEAO	Montant du contrat	Date de début (jj/mm/aaaa)	Date de fin prévue (jj/mm/aaaa)	Proportion du contrat effectuée (estimée en %)

Partie 6 – Collecte et utilisation des renseignements personnels

Les renseignements personnels contenus dans la demande sont recueillis au nom de l'AMP en vertu de la LCOP et de ses règlements et sont confidentiels aux termes de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1). Les renseignements recueillis sont nécessaires à l'application de la LCOP et de ses règlements. Ils seront utilisés afin que soient effectuées les vérifications d'intégrité prévues au chapitre V.1 de la LCOP.

Il est obligatoire de remplir entièrement la demande et d'y inscrire les renseignements demandés. Si la Demande est incomplète ou que vous refusez de fournir les renseignements demandés, l'AMP peut rejeter la demande d'examen de l'intégrité et inscrire l'entreprise au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Partie 7 – Signature

- Je déclare avoir lu et compris les questions ou les énoncés de la présente demande.
- Je déclare que tous les renseignements fournis sont véridiques et complets.
- Je comprends que toute déclaration fausse ou trompeuse constitue une infraction prévue à l'article 27.10.0.1 de la [Loi sur les contrats des organismes publics](#).
- Je comprends que si l'entreprise procède au retrait de la présente demande d'examen, à n'importe quelle étape du processus, elle se verra inscrite dans les plus brefs délais au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) pour une période de cinq ans.

Nom complet du répondant ou de la répondante

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

Partie 8 – Transmission de la demande

Envoi du formulaire

Une fois le formulaire rempli, faites parvenir votre demande, en ajoutant les documents complémentaires en pièces jointes, à l'adresse suivante : rena@amp.quebec.

Documents à transmettre

- ▶ Formulaire « Demande d'examen de l'intégrité » dûment rempli et signé par le répondant ou la répondante de l'entreprise.
- ▶ Documents juridiques ayant mené à l'inscription au RENA (ex. : copie du jugement définitif de culpabilité).
- ▶ Pièces justificatives témoignant des mesures de remédiation mises en place depuis le jugement pour chacune des infractions (section 4).
- ▶ Documents distincts si l'espace était insuffisant à la section 4 (plus de trois infractions) et à la section 5 (plus de 10 contrats ou sous-contrats publics en cours d'exécution).